



HAL
open science

Les promesses politiques des campagnes métropolitaines

Alain Faure

► **To cite this version:**

Alain Faure. Les promesses politiques des campagnes métropolitaines. [Rapport de recherche] Agence d'Urbanisme de Tours. 2016. halshs-01358275

HAL Id: halshs-01358275

<https://shs.hal.science/halshs-01358275v1>

Submitted on 31 Aug 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les promesses politiques des campagnes métropolitaines

Alain Faure – CNRS Pacte Université Grenoble Alpes (mars 2016)

La présente note d'étonnement a pour point de départ un début de controverse avec des géographes et des urbanistes sur la thématique des *campagnes urbaines* lors de la 34^{ème} rencontre nationale des agences d'urbanisme (11 septembre 2013 – Amiens). Avec les lunettes de la science politique, le terme de *campagnes urbaines* est un oxymore qui fait écho à d'autres trouvailles sémantiques récentes comme les *autoroutes apaisées*, la *mobilité durable*, la *smart growth*, voire même *l'égalité des territoires*. Toutes ces formules ne sont pas dans l'air du temps par hasard, elles reflètent un problème de mise en récit de l'action publique en matière de décentralisation et d'aménagement du territoire. Les grandes régions urbaines sont particulièrement concernées : malgré la profusion de matière grise mobilisée à cette échelle, les doctrines innovantes se font rares et la notion d'*intérêt communautaire*, pourtant explicitement codifiée dans la Réforme Territoriale, reste un principe en jachère. Ce constat nous informe aussi sur un blocage : le débat entre l'intérêt général et les intérêts particuliers semble condamné en France à n'être posé qu'aux deux échelons extrêmes de la commune et de l'État. Dans le jargon des politistes, on formulera le diagnostic d'une *panne narrative* et d'un *déficit en référentiels*. Les potentiels *médiateurs* qui sont impliqués dans le processus de métropolisation restent muets ou inaudibles, que ce soit dans les forums territoriaux (tant du côté des élus que des professionnels) ou de la part des porte-paroles de groupes de pression (les acteurs du privé, les *citoyens* à la tête de mouvements de contestation, les partis, les syndicats...).

La surprise vient du fait que les enjeux posés aux deux niveaux de l'intercommunalité et de la supracommunalité ne suscitent aucune *coalition discursive* : les groupes d'acteurs ne se saisissent pas de la notion d'intérêt communautaire pour formuler des attentes, défendre des priorités et revendiquer des mesures. Et en apparence, les leaders politiques urbains et régionaux ne sont les porte-paroles d'aucun récit d'ensemble, comme si eux aussi ne parvenaient pas à trouver les mots pour cristalliser et incarner l'imaginaire de cet espace collectif en formation. En science politique, ce constat débouche sur une énigme dans la mesure où les politiques publiques tirent précisément leur légitimité d'une domination par le langage : ce sont les élites politiques qui racontent l'intérêt général en mettant en correspondances des valeurs et des programmes. Dans les métropoles en formation, les détenteurs du pouvoir ont du mal à trouver les mots pour donner de la consistance aux priorités publiques imposées à l'échelon métropolitain.

C'est autour de cette énigme (la panne des mots du pouvoir pour raconter un nouvel ordre des choses) que l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération de Tours m'a invité à accompagner la recherche **Ville ordinaire et métropolisation**¹. L'idée du projet est séduisante : tester pour hypothèse que les habitants de la région urbaine tourangelle vivent les transformations de la métropolisation sur un mode discret, de façon souterraine et *ordinaire*, bref sans qu'il y ait nécessité d'un récit partagé ni d'une médiatisation sur de nouvelles priorités collectives. Ma collaboration part donc d'une curiosité : voir comment les élus et les habitants de la région tourangelle abordent la nouvelle ère de la métropolisation sans éprouver le besoin d'un *grand récit* sur l'histoire, l'identité et le devenir de leur territoire. Dans une revue professionnelle précisément centrée sur l'émergence des *campagnes urbaines*, j'avais pu constater que la périurbanité s'apparentait à un processus particulièrement invasif et incertain : « *ni ville ni campagne* » (p. 1), « *ni exclusivement moche et ennuyeuse* », « *remède contre les idées reçues* » (p. 3), « *ville invisible et sans nom* », « *territoire idéal pour le privé* » (p. 5), « *phénomène polymorphe* » (p. 6), « *foyer d'images contradictoires sur la standardisation, la monotonie et la complexité* » (p. 8), « *espace tour à tour excluant et commercial* » (p. 9), « *espace d'identification et d'attachement pour les collégiens dans la région* » (p. 12-13), « *lieu de rencontres improbables* » entre

¹ Équipe réunissant l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération de Tours, des chercheurs des laboratoires CITERE et ETICS de l'Université de Tours, ainsi que Cynthia Ghorra-Gobin.

les indépendants et les salariés des secteurs public et privé (p. 14), espace « *qui fait parfois système* » (p. 15)²...

Ce sont les expressions politiques de ce flou et de cette extrême diversité que la recherche avec l'Agence tente d'explorer. En écho à d'autres travaux en cours, je souhaite participer à la discussion en testant pour hypothèse que la politique se nourrit d'émotions, d'espoirs, de passions, de blessures, et qu'il faut donc être attentifs aux promesses de la vie collective périurbaine même si leur expression semble difficile à saisir. Difficulté supplémentaire : contrairement au monde rural et à la ville, les diagnostics sur les valeurs du périurbain sont rapidement considérées comme suspectes : on accuse les experts de diagnostics trop *techno* (la densité, les flux, les normes...), on reproche aux élus de raisonner de façon trop *politicienne* (le clocher, les intérêts locaux, le pouvoir), on soupçonne les habitants de nombrilisme et d'égoïsme, on redoute l'ultra-libéralisme des milieux économiques... Bref, dans un contexte territorial où chacun argumente avec vigueur une position sans qu'il n'y ait en apparence de vision partagée, le *bien être périurbain* serait en panne d'émotions partagées et donc de représentations politiques communes.

Pour éclairer ces questionnements, mon implication dans l'équipe s'est matérialisée par une participation aux trois journées-séminaires organisées respectivement au début de la recherche (le 26/09/2014), à mi-parcours (le 10/06/2015) et au terme des enquêtes de terrain (le 18/01/2016). J'ai aussi réalisé un travail de dépouillement sur un matériau électoral inédit (les professions de foi aux élections municipales de mars 2014 dans 18 communes de la région tourangelle). Enfin, j'ai consulté tous les comptes rendus d'entretiens avec les ménages réalisés par l'équipe de CITERES en concentrant l'attention sur les jugements portés sur la politique et sur la communauté d'agglomération. La présente note d'étonnement tire parti de ces différentes implications et lectures³. Je souhaite mentionner, à titre exploratoire et en réponse à l'énigme de départ, deux constats sur les émotions politiques en présence : d'une part la haute densité de la proximité communale et d'autre part la basse intensité du bien être métropolitain. L'entrée sensible par des amplitudes émotives permet, nous semble-t-il, de contrebalancer et de compléter les diagnostics sur la métropolisation qui soulignent les nouveaux enjeux en termes de pratiques de consommation et d'outils de politiques publiques. La discussion s'orientera en conclusion sur l'intérêt stratégique qu'il pourrait y avoir, pour l'Agence d'Urbanisme, à *passionner* la proximité et le bien être à fronts renversés.

Premier constat sans surprise : des promesses électorales à haute densité communale

L'agence d'urbanisme a collecté les professions de foi des listes candidatant aux élections municipales de mars 2014 dans 18 communes de la région tourangelle. L'échantillon est relativement homogène en terme de densité démographique. Hormis Tours, il s'agit de communes de quelques milliers habitants qui sont toutes situées dans les première et deuxième couronnes de la ville centre. Nous avons adopté une méthode de lecture littéraire, au sens où l'enquête s'est concentrée sur les textes de campagne officiels sans mener d'enquête complémentaire. Ce sont donc les déclarations d'intention qui ont été recensées et prises au sérieux comme telles. Cette démarche n'interdit pas d'autres lectures évidemment, mais il nous semble qu'il y a déjà profusion de travaux en science politique adoptant une posture de dévoilement sociologique pour montrer les éléments du pouvoir qui sont cachés ou inaccessibles en première lecture. Les professions de foi constituent au contraire une facette visible et partagée. Elles donnent des informations explicites sur la conception de la politique. Elles expriment des sensibilités et des façons de penser sur un mode consensuel. Pour autant, des enquêtes ethnographiques ont pu montrer que la rédaction de ces documents suscitait des débats internes et que le choix des mots, des slogans et des images constituait une étape particulièrement sensible et stratégique dans la vie des équipes de campagne.

A leur lecture, la première impression concerne précisément la densité émotionnelle des textes : les professions de foi font penser à « La liste de mes envies », film récent tiré d'un roman à

² Cahiers de l'AUDAP n°5, novembre 2013

³ Avec un merci spécial à Jérôme Baratier pour ses conseils, nos discussions et sa relecture affûtée.

succès de Grégoire Delacourt (2012)⁴. Les professions de foi font la liste des désirs des habitants. Ces désirs sont parfois les plus immédiats mais ils ne sont pas nécessairement accessibles. Le plus frappant, c'est que la liste des propositions n'est que rarement hiérarchisée, que ce soit en importance ou en faisabilité. L'essentiel consiste à énoncer tout ce qui n'a pas encore été fait et tout ce dont les habitants pourraient avoir besoin. Curieusement, l'avalanche des promesses ne concerne pas seulement les néophytes : même les « sortants » s'attardent peu sur les réalisations déjà engagées, comme si l'exercice des promesses s'imposait à tous et qu'un programme politique devait, précisément, s'éloigner des obstacles pratiques et des contraintes de politiques publiques.

Le second résultat concerne le puissant sentiment d'entre soi qui se dégage des diagnostics et des propositions. Les promesses sont énoncées dans la proximité et le court terme. Ces deux critères entraînent des formules chargées d'affects sur l'accessibilité des services, la sécurité, la propreté, la santé, les enfants, la voirie... La commune est là pour protéger les « citoyens » et les assister au quotidien. Cette assistance est décrite comme une mission vitale et comparable, dans ses ressorts symboliques, à celle de l'État providence à l'échelon national. Ce besoin de protection peut être interprété comme un refuge à la mondialisation et à son avatar territorial, la métropolisation. La proximité et le court terme rassurent face à des évolutions pleines d'incertitudes et en interdépendance sur plusieurs échelles. Dans les préconisations, seul le niveau municipal est mentionné pour décrire les enjeux d'action publique. Les références à des institutions ou collectivités extérieures à la commune sont très rares. Le département et la région, qui sont pourtant grands pourvoyeurs en services de proximité, ne sont jamais cités. Quand aux intercommunalités, à la métropole ou au SCoT, leur évocation est très rare. Lorsque ces niveaux sont mentionnés, c'est dans une optique fonctionnelle visant à décrire des ressources technico-financières. Dans les tracts, on note à cet égard quelques formules parlantes : « *Une intercommunalité bénéfique à la commune, et surtout pas à son détriment* », l'intercommunalité « *pour imposer nos prérogatives* », un niveau « *pour assumer notre position centrale* », notre accord pour « *s'y engager sans volonté hégémonique* », « *intercommunalité : notre commune trouvera sa place* », « *nous saurons neutraliser l'intercommunalité* », « *nous veillerons à surveiller les couts induits* »...

Les promesses politiques formulées dans les professions de foi montrent que le cœur et la raison se situent à l'échelon communal, dans le tourbillon sentimental de l'entre soi et des interconnaissances de village ou de bourg. Les promesses nous renseignent aussi sur le fait que les politiques publiques qui impactent directement ces enjeux de proximité, même si elles sont pour l'essentiel conçues et pilotées à un niveau intercommunal ou supracommunal, ne suscitent que peu de commentaires hormis sur un registre technique et pour l'essentiel défensif.

Par rapport à notre énigme de départ (la panne de *référentiels* d'action publique portant sur la métropole dans son ensemble), les professions de foi confirment que l'intérêt communautaire reste pour l'instant indicible, que l'intercommunalité soit découpée à l'échelle de la métropole ou en sur une forme plus défensive. Cette indicibilité intervient y compris en période électorale, c'est à dire au moment où la politique et les politiques publiques sont publiquement mis sur le devant de la scène. L'explication la plus évidente concerne la méconnaissance des nouveaux candidats concernant les enjeux intercommunaux et les transferts de compétences. Notons cependant que le silence semble aussi lié à des questions de vocabulaire de campagne. Les candidats évoquent volontiers les *citoyens*, la *justice*, l'*égalité*, la *liberté*, de même que la notion d'*intérêt général* est souvent mise en avant (en opposition aux *intérêts particuliers*). La grammaire de campagne ne s'interdit donc pas l'usage de notions assez générales, mais à condition que leur haute densité émotionnelle fonctionne dans la référence à la proximité communale et à la défense de l'identité locale. Pour les candidats, ce sont ces passions de protection et d'appartenance qui caractérisent l'engagement politique.

⁴ Le scénario porte sur les déboires d'un couple qui a gagné au loto et qui est confronté, en tentant de formuler sa conception du bonheur sans limite financière, à une réflexion sur les ressorts simples de la joie de vivre (sur fond initial de la trahison du mari qui pense pouvoir trouver la solution loin de sa femme).

Second constat moins attendu : un bien être métropolitain basse intensité

Si les professions de foi ne posent pratiquement jamais la question des services publics locaux au-delà du périmètre communal, on perçoit néanmoins une attention diffuse et constante au contexte plus global dans lequel les habitants appréhendent les questions d'environnement, d'emploi, de transports ou de culture. Mais il faut noter que ces enjeux posent des problèmes de formulation et même de communication politique. Une recherche récemment menée dans les communes périurbaines de la métropole Aix-Marseille s'est intéressée aux *maires en colère* contre la Réforme Territoriale. L'étude montre que ces derniers se mobilisent pour la défense des communes même lorsqu'ils sont convaincus que le salut de leur territoire passe dorénavant par une forte intégration dans le mécano politico-institutionnel métropolitain⁵. La recherche identifie les arguments chargés d'émotion qui permettent de rallier le soutien de la population : l'emprise de la ville centre, les désordres qui lui sont associés, les menaces pour l'harmonie et l'identité villageoises. Les auteurs constatent qu'au-delà de ces usages tactiques, l'intensité avec laquelle les maires clament l'amour de leur commune n'est pas feinte : elle fait écho à leur propre parcours personnel, notamment aux épreuves et aux événements qui les ont impliqués affectivement dans la vie municipale.

Il nous semble qu'il est possible de trouver, en partie dans les professions de foi mais surtout dans les témoignages recueillis auprès des ménages, des indices sur cette forme singulière d'attachement émotionnel des habitants à un territoire plus vaste que la commune. Cependant, à la différence des émotions *haute densité* des candidats aux élections ou des *maires en colère*, il s'agit ici d'*émotions froides*, de sentiments de *basse intensité* qui s'expriment discrètement dans les opinions sur les pratiques quotidiennes liées aux loisirs, à l'activité professionnelle et à la vie familiale. Dans les professions de foi, cette basse intensité s'exprime de façon récurrente sur les questions de mobilité. Le rapport à la ville centre est souvent mentionné (que ce soit en attrait ou en répulsion) et les problèmes liés aux transports et aux déplacements apparaissent comme une préoccupation récurrente (pour les jeunes, pour les aînés, sur certains services, etc.). Il est intéressant de souligner ici que ces questions sont évoquées de façon plutôt technique et logistique, bref qu'elles ne se placent que rarement sur le registre passionné de la *liste des désirs*.

L'enquête qualitative menée auprès de 23 ménages confirme et amplifie l'impression que les enjeux situés à l'échelle de la métropole, s'ils sont évoqués sur un mode retenu, n'en restent pas moins des sujets qui ne laissent personne indifférent. Quel que soit leur profil, les habitants ont beaucoup de choses à dire sur leur façon de se positionner dans la région tourangelle. Les 8 idéaltypes repérés par l'équipe de l'université de Tours constituent à cet égard une grille de lecture particulièrement éclairante. On voit d'abord la permanence d'une dualité des représentations entre les sentiments *pro* et les *anti* ville-centre. Dans les témoignages, les modes de vie sont qualifiés tantôt avec des arguments de prudence et de résistance par rapport à la métropolisation (les quatre catégories des *péri-antis*, des *opportunistes*, des *navetteurs fonctionnels* et des *reclus*), tantôt avec des motifs de confiance et d'ouverture (les *annexés/bord d'agglos*, les *interterritoriaux* et les *métropolitains*). Et l'on trouve, au milieu du gué, les *dissociés* qui argumentent simultanément (et douloureusement) les deux registres.

Ce continuum sur les façons de vivre dans la région tourangelle constitue un second constat moins attendu : Il est certes question de difficultés et de tensions mais les multiples façons de raconter les appartenances s'appuient sur des *émotions froides*. Les envies et les mobilités au sein de la région urbaine sont clivantes mais elles ne semblent pas pour autant antinomiques. Dans la réalité des expériences vécues, la métropole génère peu de conflits explicites et d'angoisses existentielles verbalisées. Les émotions à basse intensité parlent plutôt de la complexité à habiter le territoire, à s'y investir et à s'y mouvoir. Nous sommes loin des fractures si souvent mises en récit par les médias, dans certains partis politiques et parfois sous la plume de spécialistes en sciences sociales. Les témoignages diffusent une petite musique sur un art de vivre tranquille, que le centre de gravité de l'imaginaire territorial soit plutôt rural, plutôt urbain ou totalement hybride.

⁵ Cadiou Stéphane, Olive Maurice, 2015, « Susciter un attachement à la commune. Les maires mobilisés contre la métropole », in Traïni Christophe (dir), *Émotions et expertises. Les modes de coordination des actions collectives*, Paris, Presses Universitaires de Rennes, p. 171-190.

Conclusion : les émotions et les promesses à front renversé...

Le seul idéaltype qui détonne et qui fait exception dans ce panorama plutôt pacifié, ce sont les *dissociés*. Cette catégorie d'habitants est visiblement tiraillée par sa position mal vécue de vivre simultanément aux deux extrémités du continuum. On comprend avec le descriptif de l'histoire privée et socioprofessionnelle de ces ménages que la position est inconfortable en interne (au sein de la cellule familiale) et qu'elle provoque ce que les sociologues décriraient comme une *dissonance cognitive*, c'est à dire un désaccord entre les croyances et les pratiques. Visiblement, les *dissociés* ne parviennent pas à vivre la métropole seulement en basse intensité émotionnelle car les contradictions et les tensions entre les références rurales et urbaines sont trop fortes (souvent même perçues comme insolubles). La dualité pose ici problème, elle empêche les habitants d'être en paix avec les espaces qu'ils habitent et dans lesquels ils se déplacent. Jérôme Baratier suggère ici une contradiction éclairante entre la volonté de privilégier le lieu et des aménités immédiates et la nécessité de conserver l'accès aux ressources.

Sans doute faut-il ouvrir une discussion sur la nature et l'importance de cette forme de souffrance sociale même si elle ne concerne en apparence que les *dissociés*. Sur les sept autres idéaux types, on décèle toujours dans les témoignages des indices de fierté territoriale : la région urbaine génère des images discrètes de bien être et de confort, perception positive qui prime sur les sentiments de mal être ou de rejet. Il nous semble cependant que ces représentations ne sont pas si éloignées du récit des *dissociés*. La différence provient du fait que ces derniers éprouvent la nécessité de verbaliser les tiraillements et les contradictions du modèle. Si l'on revient à l'enquête sur les professions de foi aux municipales, on a pu constater que les plaidoyers passionnés sur la proximité municipale prenaient nettement le pas sur les diagnostics d'aménagement et de développement situés à l'échelle métropolitaine. Cependant, la lecture des entretiens avec les 23 ménages met en évidence un contrepoint intéressant. Lorsque l'on reprend les témoignages en concentrant l'analyse sur la façon dont les habitants parlent de la vie politique et de la communauté d'agglomération de Tours, il apparaît que non seulement l'action publique intercommunale est hors champ mais que même l'action municipale fait l'objet de jugements assez sévères. La politique et les politiques publiques suscitent, dans leur ensemble, de la méfiance et de la défiance. La seule *ligne discursive* identifiable dans les propos, c'est à dire commune à tous les ménages, concerne le registre d'une certaine résignation. Les marqueurs les plus fréquents sont négatifs (la pollution, l'insécurité, le stress, l'isolement, l'exclusion, l'inconnu...) et les qualificatifs positifs ne sont jamais énoncés explicitement. On sait pourtant que les hybridations périurbaines créent des formes variées de modernité, d'autres recherches l'ont montré sans équivoque. Il faut donc s'interroger sur ces non-dits et pousser plus avant les travaux sur les récits purs (communément s'entend) tandis que les modes de vies sont, dans les pratiques, deviennent de plus en plus métissés.

La question mérite d'être mise en équation avec les propositions toutes récentes contenues dans le rapport de Frédéric Bonnet remis à la Ministre du Logement intitulé « Aménager les territoires ruraux et périurbains », le diagnostic met en avant les richesses, les atouts, les ressources, les paysages, la mixité, les expérimentations... Et dans la liste des préconisations, il est frappant de constater que la notion de « projet de territoire » reste présentée comme la clef de voute de toutes les propositions. Les auteurs du rapport se situent ici clairement dans le prolongement d'une pensée aménagiste volontariste appuyée sur une grammaire technique et experte vantant la durée, l'optimisation, le projet politique et l'échelle pertinente. Dans les « propositions d'évolution méthodologique » du rapport, on repère avec intérêt l'apparition du terme « campagnes urbaines » et son adossement à des enjeux de mobilité, de transition énergétique et d'urbanisme intercommunal. Le chapitre final appelant à la création de « nouveaux outils » défend sans ambiguïté une double politisation des priorités publiques par le haut (les intercommunalités) et par le bas (la « parole citoyenne »). Enfin, les préconisations sur la « valorisation » de ces *campagnes urbaines* défendent des avancées techniques particulièrement ciblées : les territoires à faible densité, la politique de la ville, des labels professionnels, un urbanisme commercial spécifique...

Ce qui frappe le lecteur dans cette vision programmatique, c'est qu'il s'agit essentiellement d'un diagnostic clinique, technique, à haute densité en ingénierie et orienté sur des solutions d'action publique. Même l'oxymore des *campagnes urbaines*, pourtant poétique (presque esthétique), devient

ici un levier rationalisé de politiques publiques. L'intention est louable : les *référentiels* n'ont d'effet que lorsqu'ils sont porteurs de sens, lorsqu'ils renouvèlent les représentations en parvenant à connecter des pratiques à des valeurs. Dans la contraction entre les mots *campagnes* et *urbaines*, on trouve la volonté de promouvoir une symbolique incarnant des hybridations originales. Or ce que nous avons précisément pu entrevoir au fil des discussions autour de la recherche **Ville ordinaire et métropolisation**, c'est que ce processus souterrain d'hybridation, assurément effectif dans les pratiques quotidiennes et ordinaires, ne fait guère l'objet d'une mise en récit explicite et ne suscite aucune passion positive. Nous avons vu que chez les élus locaux, les plaidoyers enflammés sur la proximité et la défense du village saturaient le champ sémantique, et que chez les ménages, la petite musique basse intensité du bien être périurbain et du confort métropolitain restait discrète et plutôt fonctionnelle. La *ville ordinaire* de la région urbaine tourangelle est en panne de promesses politiques sur ses fondations sensibles (la périphérie et le centre, le rural et l'urbain, la densité et la nature, l'entre soi et l'aventure). Tout se passe comme si elle était paralysée par deux stéréotypes (la *campagne* d'un côté, la *métropole* de l'autre) qui se structurent de façon négative (en s'opposant l'un à l'autre).

Peut-être l'agence d'urbanisme de l'Agglomération de Tours a-t-elle, dans ce contexte figé, une fonction inédite de médiation et presque de traduction à inventer. Pour que les propositions du rapport Bonnet soient perçues comme des évidences par tous les acteurs concernés et qu'elles atteignent leurs objectifs d'innovation et de décloisonnement, il faut d'abord que les *campagnes urbaines* (il nous semble d'ailleurs qu'il serait plus juste de parler de *campagnes métropolitaines*) soient racontées comme un idéal de vie (cf. la piste conclusive de l'équipe CITERES sur *la métropole comme aventure de pollinisation*). Bref que l'hybridation en construction soit déclinée avec fierté et que le bonheur territorial vécu sur ces territoires complexes suscite des plaidoyers à haute densité émotionnelle.

Ce scénario suggère d'imaginer la place des émotions politiques à *front renversé* pour l'agence d'urbanisme. D'un côté, il faut que les missions d'animation autour de la *parole citoyenne* favorisent l'expression et la capitalisation des émotions froides sur le bien être périurbain. L'idée d'animer des *ateliers agiles* dans les municipalités et dans chaque intercommunalité est excellente à condition que ce travail de co-construction des expertises évite les pièges de la démocratie pulsionnelle (se mobiliser uniquement pour s'opposer, dénoncer, résister, défendre...). De l'autre, ce retournement implique aussi que l'agence parvienne à reformuler les enjeux aux échelons intercommunaux et supracommunaux afin que les politiques publiques structurantes (urbanisme, logement, transports, éducation...) soient verbalisées sur leur objectifs, qu'elles fassent débat pour tous les *métropolitains*, qu'elles suscitent des controverses médiatisées à l'échelon de la région urbaine. Le tournant est d'abord symbolique, il nécessite des émotions politiques à haute densité, il requiert des prises de positions, des discours, des plaidoyers, des polémiques le cas échéant. L'agence semble particulièrement bien placée dans le mécano expert pour argumenter cet *aggiornamento* à la fois sensible et concret. Sans politisation des enjeux, sans discours politique audible sur le bonheur tourangeau, sans vision aménagiste ni destin partagé exposés et relayés de façon explicite sur la scène publique, le risque est grand que les promesses des *campagnes métropolitaines* exposées dans le rapport Bonnet restent encore longtemps lettre morte.